OTRE DANS LES MÉDIAS

Prix du carburant : Les transporteurs routiers alertent sur une situation d’urgence

21 SEPTEMBRE 2026

Alors que les prix des carburants atteignent de nouveaux sommets à la pompe, Jean-Marc Rivera, Délégué Général de l’Organisation des transporteurs routiers européens (OTRE), s’est exprimé sur le plateau de BFM TV pour rappeler la réalité critique vécue par les professionnels du secteur.

Des aides bloquées dans les tuyaux administratifs

Si les annonces gouvernementales se succèdent concernant d’éventuelles prolongations de dispositifs, le compte n’y est pas sur le terrain. Sur les cinq versements attendus depuis le printemps, la grande majorité des transporteurs (environ 80 %) n’a perçu à ce jour que l’aide initiale du mois d’avril. Une minorité d’entre eux ont perçu l’aide du mois de mai. Le décret d’application pour les mois de juin, de juillet et d’août n’est

toujours pas été publié, privant d’un soutien indispensable.

Une répercussion intégrale des coûts impossible pour les PME

Contrairement aux idées reçues, l’intégralité des coûts ne peut pas être reportée mécaniquement. Les TPE et PME font face à un rapport de force déséquilibré dans les marchés privés où la répercussion est loin d’être totale. Dans certains marchés publics, les formules d’indexation s’avèrent inopérantes face à une telle volatilité des prix en raison de clause de révision parfois encore annuelles ou tout au moins trop espacées.

Un risque économique et social imminent

Le transport routier tous secteurs confondus souffre énormément des prix des carburants (voyageurs, marchandises, sanitaire, déménagement, animaux vivants, etc.). Le secteur du transport de marchandises est par ailleurs confronté à un taux de défaillances d’entreprises historique et alarmant depuis plusieurs années (plus de 2 000 défaillances d’entreprises en 2024, pareil en 2025 et déjà environ 900 défaillances au 1er semestre 2026). Face à cette situation et au sentiment d’abandon, la colère monte dans plusieurs régions.

L’OTRE appelle de nouveau le Gouvernement à débloquer immédiatement les aides promises et à adapter les dispositifs de soutien, avant que la crise ne paralyse durablement l’ensemble des mobilités, secteur stratégique pour le pays.